

Procès-verbal du Comité Syndical du 6 février 2026

L'an deux mil vingt-six, le vendredi 6 février, les membres du Comité du Syndicat Départemental d'Energie des Côtes d'Armor, dûment convoqués par le Président - Monsieur Dominique RAMARD - se sont réunis au **Parc des Expositions de Brézillet à SAINT-BRIEUC** en présentiel.

Etaient présents : Dominique RAMARD -Jérémy ALLAIN - Olivier ALLAIN - Gilbert BERTRAND -Johan BERTRAND - Pierrick BRIENS -Michel DESBOIS -Nadia DRUILLENNEC - Michel FERON - Mickaël GAUVAIN - Jacky GOUAULT -Xavier HAMON - Jean-Marc LABBE - Philippe LANDURE - Pascal LAPORTE - Maryse LAURENT - Jean-Paul LE CALVEZ - Jean-Louis MARTIGNE - Patrick MARTIN -Odile MIEL-GIRESSE - Jean-Louis NOGUES - Martine POULAILLON - Gérard QUILIN - Loïc RAOULT - Michel RIOU.

Etaient absents représentés : Patrick BRIGANT (pouvoir à Patrick MARTIN) - Patrick COSSON (pouvoir à Maryse LAURENT) - Pierre GOUZI (pouvoir à Jean-Paul LE CALVEZ) -Yann LEMOINE (pouvoir à Odile MIEL-GIRESSE) - Jean-Yves MARTIN (pouvoir à Pierrick BRIENS) - Christian MEHEUST (pouvoir à Dominique RAMARD).

Etaient absents excusés : Dominique BRIAND -Joël GESRET - Hervé GUELOU - Christian LE RIGUIER – Jean-Yves PERU - Marie-Agnès POGAM - Christian PRIGENT - Dominique VIEL.

Etaient absents : Yves CORBEL - Mickaël COSSON - Alexandre GAREL - Aurélie HERVE - Maxime LEBORGNE - Sandra LE NOUVEL - Guy MARECHAL.

Secrétaire de séance : Odile MIEL-GIRESSE

Le Président excuse l'absence de Pierre GOUZI auprès des membres du Comité Syndical pour raisons personnelles.

Ordre du jour :

Approbation du procès-verbal du Comité Syndical du 19 décembre 2025

1. Budget primitif 2026
2. Révisions des autorisations de programme
3. Propositions d'adhésions, participations et subventions 2026
4. Tableau des effectifs
5. Ajustement du règlement intérieur du SDE22
6. Cession de véhicules
7. Candidature au programme ACTEE 4
8. Entretien des installations d'éclairage public
9. Candidature au programme Lum'ACTEE +
10. Convention de rattachement d'ouvrages gaz sur la commune de Quintenic relative au raccordement d'une unité de biométhane

Questions diverses

Approbation du procès-verbal du Comité Syndical du vendredi 19 décembre 2025

Le procès-verbal du Comité Syndical du vendredi 19 décembre 2025 sera proposé pour approbation au Comité Syndical du 6 mars 2026.

Information au Comité sur les délégations consenties au Président

Dans le cadre de ses attributions, le Président peut agir par délégation du Comité Syndical dans un certain nombre de domaines résultant de la délibération n° 45.2020.

Dans le cadre de la délégation que le Comité a attribué au Président, conformément à l'article L5210 du CGCT, le Comité Syndical est informé des décisions suivantes :

I-MARCHES PUBLICS

N°	Objet	Date signature	Date transmission Préfecture
007/2026	Composition Jury Concours MO réhabilitation extension bâtiment Carnot	12/01/2026	12/01/2026
012/2026	Désignation Lauréat Concours de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation / extension du bâtiment Carnot à Saint-Brieuc	23/01/2026	23/01/2026

II- CONVENTIONS DE SERVITUDE LIEES AUX TRAVAUX ELECTRIQUES

Objet	Date signature	Lieux de la servitude
Actes notariés liés à la conclusion des conventions de servitudes	16/12/2025	PLESTAN « La Hazaie » signée à MOUCHAMPS (85)
Actes notariés liés à la conclusion des conventions de servitudes	28/01/2026	LANRIVAN (M.& Mme COZLER)
Actes notariés liés à la conclusion des conventions de servitudes	28/01/2026	PLELO (Leff Armor Communauté)

III- RH

013/2026	Portant ajustement de la provision pour Compte Epargne Temps	26/01/2026	28/01/2026
----------	---	------------	------------

1. Budget primitif 2026. Délibération n°001-2026

Le Président introduit la séance en évoquant les impacts sur le Syndicat de la loi de finances 2026 récemment votée, qui confirme l'appel à contribution des collectivités. Il est précisé que le FACÉ a subi une légère baisse des recettes sans toutefois affecter trop fortement les dépenses. Quant à l'accise sur l'électricité, le budget n'ayant été voté qu'en début d'année 2026, la hausse des taxes n'interviendra qu'au 1^{er} août 2026.

Le Président indique enfin que la programmation conséquente de structuration du réseau de distribution d'électricité et d'éclairage public du SDE22 sera maintenue en 2026, notamment pour se prémunir des aléas climatiques, particulièrement sur le Trégor, territoire fortement impacté en ce début d'année.

Les propositions d'inscription au budget 2026, par thématique, sont présentées aux membres du Comité par le Président et les Vice-Présidents.

Un rapport détaillé du budget 2026 par thématique est présenté en annexe, rappelant le budget prévu et le réalisé 2025, ainsi qu'un récapitulatif global par chapitre.

L'inscription des crédits au Budget Primitif 2026 proposé est la suivante :

	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	23 740 685 €	23 740 685 €
Investissement	51 983 499 €	51 983 499 €

Le présent budget est voté par chapitre pour la section de fonctionnement et pour la section d'investissement.

Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le Président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :

- Fonctionnement : 7,5 %
- Investissement : 7,5 %

Le présent budget est proposé sans reprise des résultats de l'exercice 2025.

Il est proposé au Comité d'approuver le Budget Primitif 2026 tel que présenté.

Annexe au budget primitif 2026

Le présent rapport budgétaire 2026 met l'accent sur les évolutions majeures de l'exercice et propose une analyse comparative des projections pour 2026 au regard du réalisé prévisionnel 2025 et du budget initial 2025.

La présentation s'articule en deux volets : d'abord une lecture thématique centrée sur les activités, puis une approche par chapitre reflétant la vision comptable.

Le vote des crédits est proposé par chapitre, offrant ainsi une meilleure souplesse dans la gestion des enveloppes allouées.

Cette année, en raison des échéances électorales, le vote du budget du Syndicat intervient deux mois plus tôt que d'ordinaire. Ce budget est donc présenté aux membres du Comité sans reprise des résultats de l'exercice précédent, ceux du Compte Financier Unique (CFU) 2025 n'étant pas encore arrêtés. L'affectation des résultats interviendra lors d'un Comité prévu avant le 30 juin 2026, entraînant le vote d'un budget supplémentaire à cette occasion.

Propos introductifs

Un contexte national et international marqué par des incertitudes

L'élaboration du présent budget primitif s'inscrit dans un contexte national particulièrement contraint. À la date de sa préparation, l'absence de vote du budget de l'État ne permet pas aux collectivités territoriales, aux établissements publics et à leurs syndicats de disposer d'une visibilité suffisante sur l'évolution de leurs finances. Cette situation accroît les incertitudes pesant sur les dotations versées aux collectivités et fait courir un risque accru de ponctions ou d'ajustements budgétaires susceptibles d'affecter l'équilibre financier des budgets locaux.

Par ailleurs, le contexte international demeure instable, marqué par des tensions géopolitiques persistantes qui ont des répercussions directes sur les marchés de l'énergie et des matières premières. La volatilité des prix, tant pour l'électricité que pour le gaz, demeure élevée et expose les collectivités à des risques financiers significatifs. Ces incertitudes imposent une gestion budgétaire prudente, anticipative et résiliente, intégrant des marges de sécurité adaptées à un environnement économique mouvant.

La fin du mandat 2020-2026 : des investissements structurants et une stratégie énergétique affirmée

Ce budget primitif s'inscrit également dans la dernière phase du mandat 2020-2026, au cours duquel le Syndicat a poursuivi les investissements structurants au service du territoire costarmoricain. Parmi ces actions, la sécurisation et la modernisation des réseaux électriques ont constitué un axe prioritaire, garantissant la fiabilité de l'alimentation énergétique et la pérennité des infrastructures.

Le Syndicat s'est par ailleurs pleinement inscrit dans une logique d'accompagnement de ses membres en assurant la mutualisation et l'optimisation des coûts de l'énergie à travers des dispositifs d'achats groupés d'énergie. Le Syndicat a ainsi pleinement joué un rôle de bouclier protecteur, notamment en matière d'approvisionnement en gaz, permettant d'atténuer les effets des hausses brutales de prix lors de la crise énergétique de 2023 et de sécuriser les charges de fonctionnement.

Enfin, le mandat a été marqué par une attention particulière portée aux enjeux de transition énergétique : accompagnement des démarches d'économie d'énergie auprès des membres, promotion des mobilités décarbonées et soutien à la production d'énergies renouvelables. Ces orientations traduisent la volonté du Syndicat de conjuguer maîtrise budgétaire, responsabilité environnementale et adaptation aux défis climatiques.

L'année 2026 : une année électorale et de transition

L'année 2026 revêt un caractère spécifique en raison de la tenue des élections municipales et communautaires en mars 2026. Ce scrutin permettra l'installation des nouveaux élus et l'ouverture d'un nouveau cycle politique et administratif, s'inscrivant dans la perspective du mandat 2026-2032.

Dans ce contexte particulier, le budget primitif qui est proposé tient compte de cette situation particulière. Il prévoit que, dans l'attente de la réinstallation des exécutifs municipaux, les projets portés par les communes puissent connaître un ralentissement ou une diminution temporaire, notamment durant la phase de mise en place des nouvelles équipes.

Inscrire durablement la politique énergétique au cœur du prochain mandat municipal et communautaire

Au regard de ces éléments, le budget primitif s'attache à concilier prudence financière, continuité de l'action publique et anticipation des enjeux futurs. La transition énergétique, déjà fortement engagée, devra constituer un axe structurant du prochain mandat. Les orientations portées par le Syndicat, fondées sur la sécurisation des réseaux et des approvisionnements, la maîtrise des coûts et la réponse aux enjeux environnementaux et sociaux, devront être consolidées et amplifiées afin de répondre aux défis sociaux et climatiques des années à venir dans un contexte économique et politique international en pleine mutation.

BUDGET PAR THÉMATIQUE

1 - Infrastructures et réseaux

Pierrick BRIENS présente le rapport.

INVESTISSEMENT

DEPENSES	Budget 2025 Crédits	Prévisionnel Réalisé 2025	Budget 2026 Crédits	RECETTES	Budget 2025 Crédits	Prévisionnel Réalisé 2025	Budget 2026 Crédits
Réseaux électriques	28 392 857 €	28 372 123 €	27 293 677 €	Réseaux électriques	26 194 991 €	24 357 393 €	25 057 380 €
Eclairage public	12 955 266 €	11 425 194 €	10 500 000 €	Eclairage public	7 748 431 €	8 142 859 €	6 615 000 €
Infrastructures de communication électronique	2 772 940 €	2 240 212 €	2 787 609 €	Infrastructures de communication électronique	2 549 200 €	2 395 765 €	2 599 168 €
Réseaux Gaz	60 496 €	16 070 €	39 213 €	Réseaux Gaz	32 900 €	26 306 €	20 000 €
Opérations sous mandat	538 520 €	251 812 €	295 307 €	Opérations sous mandat	588 500 €	180 458 €	295 307 €
Avances sur travaux	903 000 €	729 000 €	1 000 000 €	Avances sur travaux	1 053 000 €	475 201 €	1 000 000 €
Reversements de participations trop perçues	278 218 €	24 150 €	250 000 €				
Subventions pour déplacement ou effacements de réseaux	150 000 €	32 415 €	150 000 €				
Infrastructures et réseaux	46 051 297 €	43 090 976 €	42 315 807 €	Infrastructures et réseaux	38 167 022 €	35 577 983 €	35 586 855 €

Les investissements envisagés en 2026 se rapprochent de ceux de 2025. Des adaptations sont néanmoins envisagées sur :

- Les réseaux électriques. Même si la majorité des opérations sur le réseau de distribution publique demeure globalement stable, une baisse d'environ 4% est constatée. Elle est envisagée sur :
 - Les opérations d'effacement. Le contexte électoral engendre traditionnellement une inflexion des sollicitations des collectivités membres.
 - Les travaux liés à la tempête Ciarán
 - Les extensions liées aux projets de lotissements (nouvelles règles d'urbanisme)
- L'éclairage public. Tout comme les opérations d'effacement, le contexte électoral réduit les sollicitations des communes. Une baisse des investissements de 18% est envisagée.
- Les travaux liés aux extensions du réseau gaz dans le cadre de lotissements ou zones d'activité ont tendance à diminuer. Cette baisse d'environ 20 k€ impactera donc les crédits.
- Les opérations sous mandats. Elles sont réalisées pour les communes hors transfert de compétence avec un équilibre dépenses / recettes. Les crédits affectés ont été basés sur les dépenses 2025.

La révision des autorisations de programme (AP) est proposée comme suit :

- La révision de l'AP 2024 du programme 488 de rénovation de l'éclairage public éligible au Fonds vert afin d'engager les opérations permettant d'obtenir la subvention du Fonds vert 2024 de 400 k€.
- La révision des AP relatives aux réseaux pour la programmation 2026 telle que présentée ci-dessous :

Autorisations de programme	pour mémoire : programme 2025 avec honoraires	pour mémoire : programme 2025 sans honoraires	Révision AP 2024	Révision AP - programmation 2026			
				Programmes habituels	Programme Intempéries	Total avec honoraires	Total sans honoraires
Réseaux Electriques	35 083 251 €	32 484 492 €		25 930 000 €	3 000 000 €	28 930 000 €	26 787 037 €
Eclairage Public (y compris post maintenance et matériel)	12 681 400 €	11 742 037 €	2 653 712 €	10 250 000 €		10 250 000 €	9 490 741 €
Infrastructures de communications électroniques	3 230 000 €	2 990 741 €		3 140 000 €		3 140 000 €	2 907 407 €
Réseau Gaz	40 000 €	37 037 €		20 000 €		20 000 €	18 519 €
Opérations sous mandat	485 500 €	485 500 €		300 000 €		300 000 €	300 000 €
Total	51 520 151 €	47 739 806 €	2 653 712 €	39 640 000 €	3 000 000 €	42 640 000 €	39 503 704 €

FUNCTIONNEMENT

DEPENSES	Budget 2025 Crédits	Prévisionnel Réalisé 2025	Budget 2026 Crédits	RECETTES	Budget 2025 Crédits	Prévisionnel Réalisé 2025	Budget 2026 Crédits
Eclairage public	3 130 040 €	3 013 575 €	3 058 300 €	Eclairage public	2 455 000 €	2 103 576 €	2 260 000 €
Eclairage public CEE	150 €	338 €	200 €	Eclairage public CEE	350 000 €	424 774 €	130 000 €
Réseau électricité	49 520 €	56 212 €	54 600 €	Réseau électricité	2 950 000 €	2 402 680 €	2 350 000 €
Réseau Gaz	2 050 €	2 105 €	1 250 €	Réseau Gaz	151 200 €	195 111 €	186 200 €
Infrastructures de communication électronique	44 200 €	15 553 €	47 000 €	Infrastructures de communication électronique	144 000 €	223 757 €	184 000 €
Etudes et patrimoine	96 001 €	84 061 €	200 100 €	Etudes et patrimoine			120 000 €
Infrastructures et réseaux	3 321 961 €	3 171 844 €	3 361 450 €	Infrastructures et réseaux	6 050 200 €	5 349 898 €	5 230 200 €

En fonctionnement, les évolutions 2026 proposées sont :

- Eclairage public : le budget pour la maintenance de l'EP (3,06 M€) est légèrement supérieur aux dépenses réalisées en 2025. En effet, l'inflation constatée sur les prix du nouveau marché à bons de commande impliquera une augmentation des coûts d'intervention. Néanmoins, les investissements réalisés ces dernières années sur le renouvellement du patrimoine (passage en LED) atténueront cette hausse.
En recette, des modifications sur les modalités de versement des aides CEE (réduction de l'assiette financière éligible) engendreront une diminution du versement sur 2026.
- Réseau Electricité. Des dépenses liées au contrôle de la concession avec Enedis seront envisagées en partenariat avec le SDEF, coordinateur de cette action au sein du PEBreizh.
En recettes, une actualisation des redevances versées par Enedis impliquera une baisse des versements (600 k€) en lien avec les redevances R1 et R2 constatées en 2025.
- Etude et patrimoine. Une procédure permettant de formaliser les rétrocessions du patrimoine éclairage de certains lotissements privés a dernièrement été mise en place. Des essais seront donc engagés pour garantir la conformité des installations. Ces dépenses (120 k€) seront prises en charge par les demandeurs (communes ou lotisseurs privés)
- Infrastructure de communication électronique. En dépense, l'assistance technique, financière et administrative sur la propriété et la gestion des infrastructures se poursuit. Des coûts liés à l'audit de certains réseaux seront aussi à programmer. En recettes, des redevances seront appliquées pour l'occupation des infrastructures (télécom ou fibre) appartenant au SDE22. Pour Mégalis (fibre), elles dépendent du programme de déploiement.

Débats

Concernant le réseau Lora, Jacky GOUAULT évoque les difficultés parfois rencontrées pour obtenir, auprès de bailleurs, les autorisations nécessaires à l'installation d'antennes de télérelève de compteurs d'eau.

Le Président souligne que plusieurs facteurs entrent en ligne de compte dont l'aspect financier de cette technologie et le fait qu'il s'agisse d'une expérimentation pour tous les acteurs impliquant ainsi une mise en œuvre progressive.

Par ailleurs, concernant le réseau de distribution électrique, le Président indique qu'à l'échelle régionale, dans le cadre du PEBreizh, un contrôle est en cours à propos de l'élagage autour des lignes électriques, et demande aux membres du Comité de faire remonter les pratiques observées sur leur territoire, notamment les cas d'abandon de branches en bord de route après élagage.

Jean-Paul LE CALVEZ indique avoir fait remonter à Sophie JEGOU des non-conformités observées notamment sur l'absence d'élagage de la HTA à l'entrée de la commune.

2 - Transition et usages énergétiques

Jean-Marc LABBE et Olivier ALLAIN présentent le rapport.

INVESTISSEMENT

DEPENSES	Budget 2025 Crédits	Prévisionnel Réalisé 2025	Budget 2026 Crédits	RECETTES	Budget 2025 Crédits	Prévisionnel Réalisé 2025	Budget 2026 Crédits
Bornes de recharge	720 698 €	749 297 €	300 000 €	Bornes de recharge	466 858 €	276 813 €	150 000 €
Subventions ORECA	350 000 €	308 678 €	350 000 €	Subventions ACTEE	0 €	0 €	6 000 €
Matériels rénovation éner.	50 000 €	0 €	50 000 €	Prises de participation SPLET	0 €	72 250 €	40 000 €
Outil de pilotage PMO			10 000 €				
Opération sous mandat Photovoltaïque Tregueux	180 000 €	106 246 €	30 000 €	Opération sous mandat Photovoltaïque Tregueux	180 000 €	0 €	130 338 €
Prise de participation SEM ENERGIES 22	2 015 000 €	2 013 000 €	1 203 000 €	Vente actions SEM ENERGIES 22	0 €	0 €	160 000 €
Transition et usages énergétiques	3 315 698 €	3 177 222 €	1 943 000 €	Transition et usages énergétiques	646 858 €	349 063 €	486 338 €

Les propositions 2026, en engagements (AP) et crédits de paiement (CP) en **INVESTISSEMENT** :

- Mobilités. 25 nouvelles bornes de recharge ont été mises en service en 2025. Dans le cadre de l'actualisation du SMOB (Schéma Départemental des Mobilités) dont l'objectif est notamment d'ajuster la trajectoire de déploiement de bornes pour véhicules électriques, il est prévu que les installations nouvelles soient limitées pour tenter d'équilibrer le service. Les crédits à inscrire en 2026 sont ainsi fixés à 300 k€. Les recettes sont principalement liées au solde des programmes FACE 2021 et 2022.
- Subventions ORECA. Les communes bénéficiant des aides aux opérations de rénovation énergétique du programme disposaient jusqu'en 2025 de 3 ans pour réaliser leurs travaux, les dépenses dépendent donc de l'avancement effectif des travaux et peuvent varier d'une année sur l'autre : 350 k€ sont inscrits en 2026. Les nouveaux projets retenus en 2026 devront être réalisés avant fin 2027.
- L'achat de matériels (compteurs électriques, capteurs) pour les expérimentations d'instrumentation de sites n'ayant pas été réalisé en 2025, il est reporté en 2026 à hauteur de 50 k€ avec une participation du programme ACTEE de 6k€.
- Pilotage personne morale organisatrice PMO. Une somme de 10 k€ est inscrite dans le cas où l'association Part'EnR 22 créée en 2025 dans le cadre du développement des opérations d'autoconsommation collective aurait besoin d'acquérir un outil informatique.
- SEM Energies 22. La capitalisation se poursuit comme prévu. De plus, conformément aux orientations définies dans le cadre de l'augmentation de capital, il est envisagé que le SDE22 cède une partie de ses actions à de nouveaux actionnaires. La vente de 160 actions est donc prévue pour 160 k€.

FONCTIONNEMENT

DEPENSES	Budget 2025 Crédits	Prévisionnel Réalisé 2025	Budget 2026 Crédits	RECETTES	Budget 2025 Crédits	Prévisionnel Réalisé 2025	Budget 2026 Crédits
Mobilités	585 316 €	570 710 €	710 786 €	Mobilités	501 000 €	482 019 €	530 000 €
Patrimoine bâti	518 200 €	398 209 €	676 807 €	Patrimoine bâti	324 340 €	454 909 €	668 266 €
Conseil en Energie Partagée	339 138 €	334 013 €	229 542 €				
Management de l'énergie	88 116 €	79 993 €	108 812 €	Management de l'énergie	135 150 €	143 650 €	141 075 €
Energie gaz	7 000 €	1 069 €	0 €	Energie gaz	0 €	0 €	0 €
Dvpt services Energie	68 200 €	11 430 €	45 200 €	Dvpt services Energie	28 800 €	8 891 €	35 000 €
Etude Outils Photovoltaïque	46 979 €	12 331 €	16 600 €	Etude Photovoltaïque	33 000 €	44 990 €	15 000 €
Réseau chaleur	0 €	0 €	10 000 €				
SPLET	0 €	3 600 €	0 €				
Transition et usages énergétiques	1 652 949 €	1 411 356 €	1 797 747 €	Transition et usages énergétiques	1 022 290 €	1 134 459 €	1 389 341 €

Les propositions budgétaires en **FONCTIONNEMENT** pour 2026 sont :

- Mobilités. Il est prévu une augmentation des charges liées aux bornes de recharges (dépenses d'électricité, frais de supervision, maintenances préventive et curative, retrofit d'équipements, mise à jour des terminaux de paiement électronique...). Cette hausse de 25% des frais de fonctionnement sera en partie compensée par une hausse des recettes des usagers. Il sera proposé une présentation financière analytique plus détaillée de cette activité lors d'un prochain comité.
- Patrimoine bâti. Les audits énergétiques prévus dans le programme ACTEE+ CHENE 4 seront finalisés et des audits complémentaires pourront aussi être réalisés. Les recettes liées à ce programme seront plus importantes en 2026 (+45%) du fait de la prise en compte du financement des ressources humaines et des frais de maîtrise d'œuvre pour des opérations communales financées par CHENE 4 et 5 (inscription en dépenses et recettes).
- Conseil en Energie Partagé. Les crédits inscrits en 2025 présentés au Comité du 20 décembre 2024 intégraient un rattrapage de 2024 d'où un montant plus important. En 2026, le versement reprend un rythme normal. Des avenants aux conventions avec les 2 agences locales de l'énergie et du climat ont été passés pour anticiper le versement de la subvention sur l'année en cours.
- Management de l'énergie. Sont inscrits les frais liés au logiciel de management de l'énergie savee (69 000 € pour la licence et maintenance du logiciel), des crédits permettant un éventuel développement complémentaire de cet outil (10 k€) ainsi que des frais pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la définition d'une stratégie d'approvisionnement énergétique renouvelable (25 k€) au sein du groupement d'achat d'énergies.
- Etudes photovoltaïques. Les études inscrites en 2025 dans le cadre des études de faisabilité ont été pour la plupart réalisées et financées en direct par les communes accompagnées. Par ailleurs, compte tenu du contexte électoral et du contexte réglementaire peu favorable au photovoltaïque, il est considéré que moins d'études seront réalisées (d'où les faibles recettes envisagées) et que le travail de 2026 s'axera principalement sur des actions de communication à engager au 2nd semestre. Les crédits inscrits correspondent donc aux licences des logiciels utilisés et aux supports de communication.
- Développement nouveaux services. L'étude d'opportunité sur la mise en place d'un réseau LoRa a été finalisée en fin 2025 (le solde de l'étude est inscrit en 2026) et une expérimentation de communication d'objets connectés (commandes d'éclairage public et capteurs dans les bâtiments) aura lieu sur le territoire de Guingamp Paimpol Agglomération qui a déjà déployé un réseau LoRa pour la télérelève des compteurs d'eau. Cette expérimentation implique des dépenses d'environ 20 k€ (hors capteurs et horloges). Les recettes intègrent les recettes FEDER pour le projet sur l'autoconsommation collective et les recettes ADEME pour la poursuite du programme Les Générateurs.

Débats

Le Président ajoute que le SDE22 accompagne des projets d'autoconsommation collective, avec des boucles déjà existantes en territoire Rance-Emeraude, dans le Trégor et la région briochine. Le SDE22, via Part'EnR 22 doit poursuivre son développement en expertise et en outils pour proposer cette solution de valorisation des EnR avec stabilité du prix qui correspond aux attentes des collectivités.

Concernant les IRVE, Loïc RAOULT fait référence au rapport de la CRC et souhaite connaître la trajectoire du SDE22 quant à la poursuite de l'équipement du territoire en bornes de recharge.

Le Président confirme que les bornes en place ne seront pas retirées conformément aux missions d'aménagement du territoire du Syndicat. Le SDE22, en parallèle d'une actualisation du SMOB, va poursuivre le déploiement des bornes, également dans les zones identifiées comme économiquement plus rentables (littoral, zones touristiques). Le Président évoque le renouvellement prochain des premières bornes installées et questionne les choix à faire sur le type de borne, la puissance et un tarif s'approchant du privé et plus harmonieux avec les syndicats des départements voisins, avec la volonté de délibérer sur ce dernier point au prochain Comité Syndical.

3- Direction et services supports

Le Président, Martine POULAILLON et Odile MIEL-GIRESSE présentent le rapport.

INVESTISSEMENT							
DEPENSES	Budget 2025 Crédits	Prévisionnel Réalisé 2025	Budget 2026 Crédits	RECETTES	Budget 2025 Crédits	Prévisionnel Réalisé 2025	Budget 2026 Crédits
Aménag. Bd Carnot + IRVE	190 341 €	84 016 €	70 000 €				
AP/CP Extension Bd Carnot	375 330 €	256 352 €	2 383 752 €				
Véhicules	313 510 €	194 287 €	148 000 €	Véhicules subvention	10 800 €	0 €	0 €
Mobilier	50 522 €	34 419 €	47 000 €				
Autres équipements	3 000 €		3 000 €				
Site internet et panneaux de chantier	77 000 €	15 654 €	98 000 €				
PCRS	39 162 €	33 050 €	0 €				
Informatique Logiciels	26 400 €	49 666 €	0 €				
Matériel informatique	70 800 €	18 799 €	24 500 €				
ITEM	150 000 €	74 928 €	77 500 €				
Direction et services supports	1 296 065 €	761 171 €	2 851 752 €	Direction et services supports	10 800 €	0 €	0 €

Les propositions budgétaires en **INVESTISSEMENT** pour 2026 sont :

- **Travaux immobiliers et fonciers du Syndicat**

Suite aux décisions prises en 2024 concernant l'extension-réhabilitation de l'Espace Carnot et aux décisions récentes relatives aux surfaces de parking, il est prévu un investissement de 2,4 M€ pour l'année 2026 :

- La partie études du projet Carnot (1,263 M€),
- Une partie travaux même s'il est incertain que les travaux débiteront sur 2026 (600 k€),
- La démolition du n°47 du Bd Carnot (120 k€) – reportée sur le budget 2026,
- Le projet d'acquisition de la parcelle CX221 (250 k€) et démolition du bâtiment existant (150 k€),
- L'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques supplémentaires (70 k€).

- **Moyens**

En investissement côté flotte automobile, il est prévu pour 2025 le remplacement de 5 véhicules et la cession de 3 véhicules, ce qui portera la flotte à 39 véhicules pour un budget de 148 k€, en baisse par rapport au réalisé 2025 (194k€), toujours dans l'objectif de décarboner intégralement le parc véhicules.

Le budget prévu pour le mobilier et les autres équipements est maintenu à 50 k€.

- **Communication**

Les principaux développements envisagés sont :

- Mise en ligne d'un nouveau site internet et extranet (48 k€)
- Création d'une plateforme intranet (17 k€), recrutement d'un chargé de communication interne
- Renouvellement des panneaux de chantier (25 k€)
- Acquisition d'un drone (8 k€)

- **Informatique**

Après trois années d'investissements conséquents afin de résorber la dette technique accumulée par le Syndicat (réfection du réseau local, aménagement de la salle informatique, remplacement des serveurs, remplacement des équipements individuels, remplacement des copieurs, ...), une baisse des crédits d'investissement caractérise l'exercice 2026. Y figurent néanmoins :

- 78 k€ au titre de la finalisation du développement de la solution ITEM de gestion du patrimoine, de la maintenance et des affaires (pour les dépenses dont la nature permet le rattachement à la section d'investissement)
- 25 k€ destinés à doter les chargés de territoire et les économes de flux de tablettes durcies facilitant l'exécution des tâches sur le terrain.

FONCTIONNEMENT

DEPENSES	Budget 2025 Crédits	Prévisionnel Réalisé 2025	Budget 2026 Crédits	RECETTES	Budget 2025 Crédits	Prévisionnel Réalisé 2025	Budget 2026 Crédits
Personnel	5 983 240 €	5 740 446 €	6 176 144 €	Personnel	252 638 €	303 271 €	241 871 €
Elus	118 500 €	97 357 €	115 135 €				
Subventions	173 000 €	153 508 €	163 000 €				
Charges générales	6 274 740 €	5 991 310 €	6 454 279 €	Charges générales	252 638 €	303 271 €	241 871 €
Moyens	274 250 €	287 838 €	288 705 €	Moyens	6 240 €	15 379 €	9 940 €
Juridique	131 600 €	186 242 €	145 930 €				
Communication	95 640 €	97 648 €	148 080 €				
Adhésions	92 121 €	98 769 €	105 500 €				
Outils informatiques	139 900 €	138 767 €	161 629 €				
ITEM	105 180 €	68 052 €	77 700 €				
PCRS SIG	35 400 €	47 788 €	33 975 €	PCRS SIG	88 000 €	53 759 €	53 760 €
Direction et services supports	874 091 €	925 104 €	961 519 €	Direction et services supports	94 240 €	69 138 €	63 700 €

Les propositions budgétaires en **FONCTIONNEMENT** pour 2026 sont :

1 – Charges générales

- Le **personnel** qui comprend en dépenses la masse salariale, les frais de protection sociale et de participation employeur (prévoyance mutuelle santé, tickets restaurant...) et le budget formation (en hausse de 193 k€ par rapport au budget 2025 – il est prévu 5 créations de postes en 2026 dont 3 déjà créés au tableau des effectifs) et en recettes la mise à disposition de personnel à la SPLET'Armor et à la SEM Énergies 22, ainsi que les prises en charge par l'assurance du personnel (242 k€ au budget 2026, par prudence, ces recettes sont minimisées).
- Les **dépenses relatives aux élus** sont maintenues par rapport au budget 2025, considérant l'année électorale 2026.
- Les **subventions** restent relativement stables.

2 – Direction et services supports

- Maintien du budget de fonctionnement des **moyens**, comparé au réalisé 2025, à 288 k€, en légère hausse par rapport au budget 2025.
- Le budget **juridique** est positionné en légère hausse par rapport au budget 2025 du fait des assurances notamment, mais néanmoins inférieur au réalisé 2025 qui comprenait l'accompagnement sur la rédaction des nouveaux statuts.
- **Communication** :
 - Dans le cadre des élections 2026, il est prévu de nouveaux supports de communication, des actions de formation des élus et la participation à une action de l'AMF22 à destination des maires en mai 2026 (+ 10 k€).
 - Participation au Forum de l'Ingénierie Territoriale (10 k€)
 - Diversification des actions de communication dans l'univers sportif local (+ 16 k€)
 - Développement des actions de communication interne (+ 15 k€)
- Les **adhésions** sont maintenues et font l'objet d'un rapport distinct.
- **Informatique** :
 - 162 k€ sont destinés à financer les droits d'utilisation et la maintenance des matériels et des logiciels déployés au Syndicat

- 78 k€ sont affectés à la finalisation du développement de la solution ITEM de gestion du patrimoine, de la maintenance et des affaires (pour les dépenses dont la nature impose le rattachement à la section de fonctionnement)
- 34 k€ correspondent à la quote-part du Syndicat pour l'hébergement et la maintenance de la plate-forme web de consultation et de mise à jour du PCRS.

Débats

Le Président précise que le SDE22, outre le soutien historique à l'EAG, a le souhait de soutenir également l'équipe de football féminine du club ainsi que le rink-hockey (3 équipes costarmoricaines en 1^{ère} division).

Le Président indique que le logiciel ITEM devrait répondre à la demande des élus de disposer d'un outil permettant de suivre l'état d'avancement des chantiers.

Le Président souligne que l'intégration dans le PCRS des emprises de réseaux, les trottoirs et points de voirie est en cours avec l'objectif en 2026 de mobiliser tous les acteurs autour de l'usage du PCRS.

Le Président rappelle les phases du projet du nouveau bâtiment Espace-Carnot et précise que le choix du maître d'œuvre et de son équipe se fera lors du prochain Comité Syndical du 6 mars 2026.

4 – Financement

Martine POULAILLON présente le rapport.

FONCTIONNEMENT

DEPENSES	Budget 2025 Crédits	Prévisionnel Réalisé 2025	Budget 2026 Crédits	RECETTES	Budget 2025 Crédits	Prévisionnel Réalisé 2025	Budget 2026 Crédits
Accise sur l'électricité	1 450 000 €	1 236 443 €	1 350 000 €	Accise sur l'électricité	12 918 057 €	12 734 434 €	12 734 000 €
Energie réservée	50 000 €	15 931 €	50 000 €	Energie réservée	0 €	135 694 €	200 000 €
Dette / Trésorerie	133 500 €	116 000 €	188 500 €	Dette	0 €	0 €	0 €
Charges exceptionnelles	56 005 €	3 361 €	24 002 €	FCTVA	26 761 €	26 762 €	25 000 €
Intérêts moratoires	11 000 €	160 €	5 000 €	Recettes exceptionnelles	0 €	94 680 €	0 €
Provision CET	10 000 €	0 €	10 000 €	Provision CET	0 €	0 €	0 €
Non affecté	1 710 505 €	1 371 896 €	1 627 502 €	Non affecté	12 944 818 €	12 991 570 €	12 959 000 €

INVESTISSEMENT

DEPENSES	Budget 2025 Crédits	Prévisionnel Réalisé 2025	Budget 2026 Crédits	RECETTES	Budget 2025 Crédits	Prévisionnel Réalisé 2025	Budget 2026 Crédits
Remboursement du capital de la dette	150 000 €	150 000 €	277 000 €	FCTVA	1 440 809 €	1 440 810 €	1 849 000 €
Non affecté	150 000 €	150 000 €	277 000 €	Emprunt	1 900 000 €	1 900 000 €	3 783 752 €
				Non affecté	3 340 809 €	3 340 810 €	5 632 752 €

- Part de l'accise sur l'électricité

En 2025, la part de l'accise sur l'électricité perçue par le SDE22 en 2024 a été de 12 441 951 €, en baisse de 1,3% par rapport au montant perçu en 2024 (12 607 723 €).

Sur ce produit 2025, le SDE22 va reverser à 16 communes une part de l'accise sur l'électricité à hauteur de 1,2 M€.

Pour 2026, il est proposé d'inscrire en recettes un montant équivalent aux produits perçus en 2025 et en dépenses, un montant compris entre le budget 2025 et le réalisé 2025.

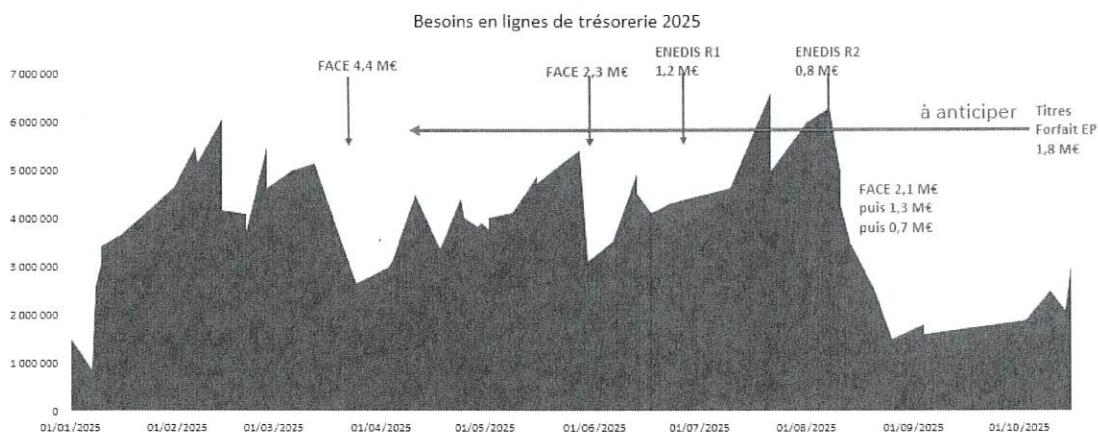
- Énergie réservée

Il s'agit de la compensation financière des réserves d'énergie des chutes hydroélectriques de l'usine marémotrice de la Rance et du barrage de Guerlédan. Le SDE22 bénéficie d'un montant reversé annuellement par EDF et en reverse une partie aux communes riveraines de la Rance. Ce montant dépend du prix annuel de référence. Pour 2026, il est proposé d'inscrire 200 k€ en recettes et 50 k€ en dépenses.

- Trésorerie

Début 2026, le SDE22 dispose de 4 lignes de trésorerie pour un montant total de 10,5 M€.

Les besoins en lignes de trésorerie sont représentés dans la graphique suivant :



En 2026, le budget proposé pour les intérêts et les commissions de ces lignes de trésorerie est de 117 k€, en stabilité par rapport à 2025.

- Dette

Au 31/12/2025, le capital restant dû est de 2,8 M€ provenant de 2 emprunts :

- 900 k€ de capital restant dû provenant de l'emprunt souscrit en 2021, dans le cadre du plan de relance, auprès du Crédit Agricole pour une durée de 10 ans d'un montant de 1 500 000 € au taux fixe de 0,26 %,
- 1,9 M€ de capital restant dû provenant de l'emprunt souscrit en 2025 auprès de la Caisse d'Epargne pour une durée de 15 ans d'un montant de 1,9 M€ au taux fixe de 3,54%.

Du fait de ce nouvel emprunt, l'annuité de la dette en investissement augmente en 2026 à 277 k€ (contre 150 000 € en 2025) et les intérêts de la dette en fonctionnement augmentent de 66 k€.

Par ailleurs, un emprunt de 3,8 M€ est inscrit au Budget 2026 sur des projets identifiés et ponctuels ou sur des investissements ayant une longue période d'amortissement technique :

- Le programme intempéries sur le réseau électrique (suite à l'obtention de FACÉ complémentaire) qui nécessite un apport de fonds propres. Pour couvrir les engagements non encore payés et les nouveaux engagements 2026, des crédits de paiement à hauteur de 3 M€ HT, déduction faite des versements FACÉ de 80%, ce qui établit le besoin en fonds propres à 0,6 M€.
- De même, les paiements à honorer sur les opérations d'éclairage public déclenchées par le Fonds vert en 2024, non encore payées : 3 M€ TTC, qui déduction faite des recettes aboutissent à un besoin en fonds propres de 0,8 M€.
- Enfin, l'extension réhabilitation du bâtiment « Espace Carnot » incluant la démolition de l'immeuble attenant, les pré-études et le démarrage des travaux. Le besoin en fonds propres s'établit à 2,4 M€.

- FCTVA

Il est calculé compte-tenu des travaux d'investissement inscrits aux budgets et d'un décalage de 2 années entre les travaux facturés et la perception du FCTVA correspondant. Au budget 2026, il est proposé d'inscrire 1 849 000 € de recettes d'investissement (contre 1 440 810 € en 2025).

Débats

Le Président explique la nécessité de l'emprunt en complément des fonds propres (et du FACÉ qui ne couvre que 80% des charges) sur les investissements exceptionnels tels que les travaux post tempêtes, l'accélération du passage en LED ou encore le projet de l'Espace Carnot.

BUDGET PAR CHAPITRE

La balance générale des propositions ci-avant est présentée ci-dessous par chapitre :

FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	LIBELLÉ	BUDGET 2025	Prévisionnel réalisé 2025	BUDGET 2026
TOTAL DEPENSES		26 023 248,45 €	13 628 248,94 €	23 740 685,00 €
011	Charges à caractère général	5 447 498,00 €	5 073 794,30 €	5 535 837,00 €
012	Charges de personnel	5 765 500,00 €	5 561 179,78 €	5 965 116,00 €
014	Atténuations de produits	1 500 000,00 €	1 252 374,03 €	1 400 000,00 €
65	Autres Charges (dont subventions)	936 248,00 €	873 150,79 €	1 091 544,00 €
66	Charges Financières	125 000,00 €	107 648,76 €	180 000,00 €
67	Charges Exceptionnelles	50 000,00 €	3 361,43 €	20 000,00 €
68	Dotations aux provisions	10 000,00 €		10 000,00 €
042	Opérations d'ordre (amortissements)	1 036 703,00 €	756 739,85 €	1 036 703,00 €
023	Virement section Investissement	11 152 299,45 €		8 501 485,00 €

CHAPITRE	LIBELLÉ	BUDGET 2025	Prévisionnel réalisé 2025	BUDGET 2026
TOTAL RECETTES		26 023 248,45 €	24 665 994,05 €	23 740 685,00 €
002	Excédent Reporté	1 802 489,45 €	1 802 489,45 €	
70	Produits des Services	1 251 640,00 €	1 202 040,32 €	1 099 900,00 €
73	Impôts et taxes	12 907 000,00 €	12 723 376,80 €	12 723 000,00 €
74	Dotations et Participations	2 524 711,00 €	2 203 021,22 €	2 534 835,00 €
75	Autres produits de Gestion Courante	3 572 140,00 €	3 432 949,54 €	3 408 506,00 €
013	Atténuations de charges	97 638,00 €	173 681,93 €	106 871,00 €
76	Produits Financiers			0,00 €
77	Produits exceptionnels	11 057,00 €	113 280,46 €	11 000,00 €
042/721	Opérations d'ordre (honoraires)	3 856 573,00 €	3 015 154,33 €	3 850 000,00 €
042/777	Opérations d'ordre (reprises subventions)			6 573,00 €

Excédent de fonctionnement de :

- € 11 037 745,11 €

- €

INVESTISSEMENT

CHAPITRE	LIBELLE	BUDGET 2025	Prévisionnel réalisé 2025	BUDGET 2026
TOTAL DÉPENSES		78 382 487,21 €	73 265 805,56 €	51 983 499,00 €
001	Déficit d'investissement reporté	22 973 487,93 €	22 973 487,93 €	
16	Emprunts	150 000,00 €	150 000,00 €	277 000,00 €
13	Subventions d'investissement	278 218,00 €	61 173,51 €	250 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles	210 892,26 €	143 430,04 €	1 416 252,00 €
204	Subventions d'équipement	500 000,00 €	341 093,72 €	500 000,00 €
21	Immobilisations corporelles	1 081 231,89 €	554 980,40 €	915 890,00 €
23	Immobilisations en cours	45 859 198,13 €	43 557 633,37 €	42 500 111,00 €
26	Participations et créance rattachées	2 015 000,00 €	2 013 000,00 €	1 203 000,00 €
4581	Opérations sous mandat	718 520,00 €	358 058,46 €	325 307,00 €
040	Opérations d'ordre (honoraires, reprise subventions)	3 856 573,00 €	3 015 154,33 €	3 856 573,00 €
041	Opérations patrimoniales (transfo, bornes)	739 366,00 €	97 793,80 €	739 366,00 €
CHAPITRE	LIBELLE	BUDGET 2025	Prévisionnem réalisé 2025	BUDGET 2026
TOTAL RECETTES		78 382 487,21 €	63 411 018,91 €	51 983 499,00 €
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé	23 288 630,06 €	23 288 630,06 €	
10	FCTVA	1 440 809,00 €	1 440 809,86 €	1 849 000,00 €
13	Subventions d'investissement	36 949 829,70 €	35 076 832,28 €	34 447 548,00 €
16	Emprunts	1 900 000,00 €	1 900 000,00 €	3 783 752,00 €
23	Avances / Rembt de travaux	1 106 350,00 €	618 195,99 €	1 000 000,00 €
26	Participations et créance rattachées	0,00 €	72 250,00 €	200 000,00 €
4582	Opérations sous mandat	768 500,00 €	159 767,07 €	425 645,00 €
021	Virement de la section de fonctionnement	11 152 299,45 €		8 501 485,00 €
040	Opérations d'ordre (amortissements)	1 036 703,00 €	756 739,85 €	1 036 703,00 €
041	Opérations patrimoniales (transfo, bornes)	739 366,00 €	97 793,80 €	739 366,00 €
Résultat d'investissement de :		0,00 €	-9 854 786,65 €	0,00 €

Le Président remercie Martine POULAILLON, Hélène SOHIER et Aurélie MOREL pour le travail réalisé, ainsi que les Vice-Présidents d'avoir pris part tour à tour à la présentation du rapport. Martine POULAILLON remercie tous les services du SDE22 pour le travail commun.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité Syndical approuvent le budget primitif 2026 tel que présenté ci-dessus.

Adopté à l'unanimité

2. Révision des autorisations de programme. Délibération n° 002-2026

Martine POULAILLON présente le rapport.

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, le Code général des collectivités territoriales (article L.2311-3 et R.2311-9) permet la mise en place d'une gestion des autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) en dérogation au principe de l'annualité budgétaire.

La procédure d'autorisation de programme et crédits de paiement est un mode de gestion et de planification du financement pluriannuel d'un équipement ou d'un grand projet. Il s'agit donc d'une démarche particulièrement adaptée aux principales opérations d'investissements du SDE22.

Suite au vote du budget principal 2026, il est proposé de réviser les autorisations de programme ci-dessous :

- En abondant les autorisations de programme suivantes :

AP-2024-488 RENOVATIONS EP FONDS VERT

	Montant AP	Chapitre	CP 2026	CP 2027
AP antérieure	3 000 000 €	23	3 230 000 €	2 423 712 €
Révision de l'AP	2 653 712 €			
AP révisée	5 653 712 €		3 230 000 €	2 423 712 €

AP-2025-ELEC Réseaux Electriques

	Montant AP	Reste engagé fin 2025	Chapitre	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029
AP antérieure _ Programme 2025	35 083 251 €	19 307 329 €	23	12 916 638 €	4 838 646 €	1 552 045 €	
Révision de l'AP _ Programme 2026	26 787 037 €			9 375 462 €	10 714 815 €	5 357 407 €	1 339 353 €
AP révisée	61 870 288 €	19 307 329 €		22 292 100 €	15 553 461 €	6 909 452 €	1 339 353 €

AP-2025-EP Eclairage Public

	Montant AP	Reste engagé fin 2025	Chapitre	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029
AP antérieure _ Programme 2025	12 681 400 €	7 723 756 €	21				
			23	2 758 886 €	3 448 611 €	1 516 258 €	
Révision de l'AP _ Programme 2026	9 490 741 €		21	360 390 €	324 795 €		
			23	1 761 115 €	3 522 219 €	3 081 944 €	440 278 €
AP révisée	22 172 141 €	7 723 756 €		4 880 391 €	7 295 625 €	4 598 202 €	440 278 €

AP-2025-ICE Infrastructures de communications électroniques

	Montant AP	Reste engagé fin 2025	Chapitre	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029
AP antérieure _ Programme 2025	3 230 000 €	1 702 574 €	23	1 196 296 €	448 611 €	57 667 €	
Révision de l'AP _ Programme 2026	2 907 407 €			872 222 €	1 162 963 €	581 481 €	290 741 €
AP révisée	6 137 407 €			2 068 518 €	1 611 574 €	639 148 €	290 741 €

AP-2025-GAZ Réseau Gaz

	Montant AP	Reste engagé fin 2025	Chapitre	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029
AP antérieure _ Programme 2025	40 000 €	9 640 €	23	14 504 €			
Révision de l'AP _ Programme 2026	18 519 €			17 500 €	1 019 €		
AP révisée	58 519 €			32 004 €	1 019 €	0 €	0 €

- En ajustant l'échelonnement des crédits de paiement des autorisations de programme suivantes :

N° AP	Libellé AP	Montant AP	Chapitre	Prévisionnel réalisation 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028
AP-2024-CARNOT	Extension Rénovation Espace Carnot	14 241 208 €	20	1 480 €	1 263 753 €	73 850 €	
			21	254 013 €	250 000 €		
			23		870 000 €	5 764 056 €	5 764 056 €
	Total AP	14 241 208 €		255 493 €	2 383 753 €	5 837 906 €	5 764 056 €

N° AP	Libellé AP	Montant AP	Chapitre	Prévisionnel réalisation 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028
AP-2025-SEM	Capitalisation de la SEM	4 706 000 €	26	2 013 000 €	1 203 000 €	1 203 000 €	287 000 €

N° AP	Libellé AP	Montant AP	Chapitre	Prévisionnel réalisation 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028
AP-2025-IRVE	Bornes de recharge de véhicule électrique	807 000 €	23	315 058 €	168 000 €	150 000 €	173 942 €

N° AP	Libellé AP	Montant AP	Chapitre	Prévisionnel réalisation 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028
AP-2025-MANDAT	Opérations sous mandat	665 500 €	4581	122 287 €	215 022 €	200 000 €	128 191 €

Débats

Philippe LANDURÉ souligne l'importance de travailler de concert avec les concessionnaires de réseaux afin d'anticiper davantage sur les travaux et la programmation.
Le Président confirme l'intérêt du SDE22 et des autres acteurs à programmer et à faire preuve de souplesse.

Après avoir délibéré, les membres du Comité Syndical approuvent la révision des autorisations de programme telle que présentée ci-dessus.

Adopté à l'unanimité

3. Adhésions, participations et subventions 2026. Délibération n°003-2026

Martine POULAILLON présente le rapport.

ADHESIONS

En section de fonctionnement :

Les propositions de crédits nouveaux pour les adhésions 2026 en fonctionnement sont les suivantes :

- **La FNCCR** (Fédération nationale des collectivités concédantes et régies) accompagne les collectivités dans leurs missions de gestion des services publics locaux liés à l'énergie, à l'eau, aux déchets et aux réseaux. L'adhésion permet au SDE de bénéficier d'un appui technique, juridique et réglementaire, ainsi que d'une représentation nationale dans les instances concernées.
Le montant pour 2026 est estimé à 70 000 €.
- **Le PEBreizh** (Pôle Énergie Bretagne) vise à fédérer les acteurs bretons de l'énergie pour favoriser la concertation régionale, le partage de données et la mise en œuvre de projets communs dans le domaine de la transition énergétique.
La cotisation 2026 d'un montant de 24 078,95 € a déjà été validée par le Comité Syndical du 7 novembre 2025.
- **Atlansun** réunit des collectivités, des entreprises et des associations engagées dans le développement de l'énergie solaire. L'adhésion à cette association permet au SDE22 de bénéficier d'un réseau d'échanges, d'actions de formation et d'informations techniques favorisant la progression du solaire dans le mix énergétique.
Le montant de l'adhésion payé depuis 2023 est de 1 150 €. Le montant pour 2026 reste de 1 150€.
- **Amorce** fédère collectivités et acteurs publics ou privés autour des thématiques des déchets, de l'énergie, des réseaux de chaleur et de l'eau. Elle offre un appui technique, juridique et fiscal, ainsi qu'un cadre d'échange d'expériences entre adhérents.
En 2025, le Syndicat a payé 5 894,24 €. Pour 2026, le montant est de 5 993,48 €.
- **L'AFE** (Association Française de l'Eclairage) regroupe collectivités, entreprises et experts du domaine de la lumière. Elle soutient l'innovation et le progrès technique dans le secteur de l'éclairage, tout en favorisant la diffusion des connaissances et le partage de bonnes pratiques.
En 2025, le montant de l'adhésion était de 4 014 € (forfait de 2790€ + part variable 136€ x 9 agents/élus).
Pour 2026, l'adhésion s'élève à 4 032 € (forfait de 2790€ + part variable 138€ x 9 agents/élus).

SUBVENTIONS

Les propositions de crédits nouveaux pour les subventions 2026 sont les suivantes :

En section de fonctionnement :

⇒ Chapitre 65

OBJET	BENEFICIAIRES	MONTANT
Aide à l'énergie – Fonds de solidarité logement	Département	40 000 €
Opérations liées aux économies d'énergie (Conseil en Energie Partagé)	Agences de l'énergie ou Pays ou EPCI	222 338 €

OBJET	BENEFICIAIRES	MONTANT
Coopération décentralisée	Electriciens Sans Frontières Projets SISAM 2 et Café Lumière 3 pays Part 2025	100 000 €
Manifestations liées à la transition énergétique	Associations ou Communes	20 000 €
Subventions aux Comités d'œuvres Sociales	CNAS Comité National d'Action Sociale	26 000 €
	C.O.S. Comité des Œuvres Sociales du SDE	15 000 €
Autres subventions	Non défini (nécessitera une délibération préalable en Comité)	3 000 €

En section d'investissement :

⇒ Chapitre 204

OBJET	BENEFICIAIRES	MONTANT
Actions sur le bâti (programme ORECA)	Communes	350 000 €
Travaux de déplacement ou d'effacement de réseaux payés en direct par les collectivités	Communes et EPCI	75 000 €
Installations de bornes prises de courant, sonorisation, dispositifs de télé-protection, réalisées pour le compte de tiers	Communes et EPCI	75 000 €

Après en avoir délibéré, les membres du Comité Syndical autorisent :

- L'adhésion pour 2026 à chacune des associations aux montants qu'elles sollicitent,
- Les participations et subventions citées ci-dessus,
- Le Président à signer les documents nécessaires à ces versements.

Adopté à l'unanimité

4a. Tableau des effectifs. Avancement de grade d'un agent suite à l'obtention de son examen professionnel. Délibération n° 004-2026

Le Président présente le rapport.

Le Comité Syndical est informé que dans le cadre de la procédure d'avancement de grade, un agent ayant obtenu son examen professionnel, remplit les conditions pour bénéficier d'un avancement de grade. Aussi, il est proposé de transformer un poste d'adjoint administratif en un poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe au 01/01/2026.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité Syndical valident la transformation d'un poste d'adjoint administratif en un poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe au 01/01/2026.

Adopté à l'unanimité

4b. Tableau des effectifs. Création d'un emploi permanent au Service Études et Patrimoine. Délibération n° 005-2026

Le Président présente le rapport.

Dans le cadre de la modernisation des outils et méthodes de gestion de la cartographie du patrimoine du SDE22, une démarche de refonte complète des procédures a été engagée depuis 2022 afin d'anticiper :

- Les marchés travaux / maintenance
- La migration vers un Système d'Information Géographique (SIG)
- L'arrivée du nouvel outil métier (ITEM)

Parmi les actions nécessaires à la mise à jour des données et au respect des exigences réglementaires figure la fusion du plan éclairage (.eps) avec le plan de détection géolocalisé CC48. La coexistence de deux bases de données avec des formats différents engendre en effet des incohérences et des doublons d'informations.

Un agent a été recruté en renfort en 2025 dans le cadre d'un accroissement temporaire d'activité d'une durée d'un an, afin de contribuer à ces travaux de mise à jour. La durée de la mission n'avait pas pu être précisément estimée au moment du recrutement, les besoins réels dépendant de l'état des données et des ajustements à prévoir dans le cadre de la refonte engagée. La situation est aujourd'hui mieux évaluée : la mission est réalisée à environ 60 % et doit se poursuivre jusqu'à l'été 2026.

Dans un second temps, de nouvelles missions devront être engagées au deuxième semestre 2026 afin de finaliser la démarche de modernisation :

- Fusion du réseau d'éclairage aérien
- Mise à jour de la base de données (habillage et complétude)

Ces nouvelles missions s'étaleront sur une période prévisionnelle d'environ deux ans.

Au-delà de ces perspectives, le service Études et Patrimoine sera également amené à développer de nouvelles compétences :

- Intégration patrimoniale des réseaux et des équipements dans les lotissements privés

- Contrôle des DOE (dossiers des ouvrages exécutés)

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de créer un emploi permanent afin d'assurer la continuité des missions engagées et de maintenir la dynamique de montée en compétence du service. Aussi, il est proposé au Comité Syndical de créer un emploi permanent de Chargé(e) du suivi cartographique et patrimonial, catégorie B – filière technique – cadre d'emplois des techniciens, à temps complet, à compter du 1^{er} mars 2026.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité Syndical autorisent la création d'un emploi permanent de catégorie B à compter du 1^{er} mars 2026.

Adopté à l'unanimité

5. Ajustement du règlement intérieur du SDE22. Délibération n° 006-2026

Le Président présente le rapport.

Le règlement intérieur du SDE22 a vocation à décrire le fonctionnement interne à la structure.

Il détaille notamment l'organisation de l'instance Comité Syndical (la périodicité des séances, les convocations, le quorum, les pouvoirs, le secrétariat de séance, la publicité des séances, le déroulement des séances, les questions orales et écrites) ainsi que celle du Bureau Syndical, des commissions, des collèges et de toute autre instance.

Les nouveaux statuts du SDE22, qui entreront en vigueur au lendemain du second tour des municipales 2026, prévoient de nouveaux périmètres pour les collèges énergie.

Le règlement intérieur doit être en conformité avec les statuts afin que l'on puisse réunir les collèges dans leur nouvelle configuration dès l'entrée en vigueur des nouveaux statuts.

Les principaux changements sont :

- Précision des termes : adhérents, délégués et membres
- Changement du nombre de collèges à 8
- La séance d'élection au sein du collège est présidée par le doyen uniquement pour la première séance d'installation
- Élection des délégués à la majorité relative
- Les délégués élus en tant que membres du Comité rejoignent immédiatement le Comité
- Précision sur la double représentation dans les collèges : d'une part pour élire les délégués communaux et d'autre part pour la désignation des délégués EPCI qui rejoignent le Comité
- Ajout d'un article sur le vote du budget primitif et du CFU
- Proposition de programmer l'entrée en vigueur au lendemain du second tour comme l'entrée en vigueur des statuts

Les autres dispositions du règlement intérieur demeurent inchangées.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité Syndical approuvent les modifications apportées au règlement intérieur du SDE22.

Adopté à l'unanimité

6. Cession de véhicules. Délibération n° 007-2026

Martine POULAILLON présente le rapport.

Conformément à la décision 027.2024, il est proposé de céder les 6 véhicules suivants ayant un kilométrage au-delà de 140 000 km ou 9 ans :

N°	Type	Energie	CV	Date achat	Km au compteur au 31/12/2024
EF 192 SP	Citroën C3 CONFORT Business	Diesel	3	06/10/2016	166 000
EF 282 SP	Citroën C3 CONFORT Business	Diesel	3	06/10/2016	122 930
EG 194 AP	Citroën C3 CONFORT Business	Diesel	3	19/10/2016	145 341
GA 717 NW	Citroën C3	Diesel	5	01/07/2021	144 135
FN 610 ZZ	Hyundai IONIQ	Hybride (élec/essence)	3	26/02/2020	140 000
DG 993 ZB	Renault-ZOE	Electricité	1	30/06/2014	41 763

L'acquisition doit faire l'objet d'un appel d'offres.

Par ailleurs, il est proposé de céder 6 véhicules dont l'estimation devra être faite auprès d'un garage. Ils seront :

- Soit repris par le garage ayant proposé l'estimation de reprise,
- Soit cédés à des agents du SDE22 ou de la SEM Énergies 22 au prix de l'estimation dudit garage.

Aussi il est proposé au Comité Syndical :

- D'autoriser la cession de 6 véhicules aux agents du SDE22 ou de la SEM Énergies 22, ou à défaut la reprise par le garage,
- De valider l'achat de 6 véhicules dits « propres » (à motorisation électrique ou biogaz).

Débats

Le Président indique qu'en plus des cinq véhicules présentés au rapport, un véhicule supplémentaire (Renault Zoé DG-993-ZB acheté le 30/06/2014) est concerné par la cession.

Jérémy ALLAIN relève qu'il n'est pas fait mention, dans le rapport proposé au Comité, de la possibilité qu'un garage fasse l'acquisition des véhicules à défaut de la cession à un agent.

Le Président rappelle la procédure de cession de véhicules validée en Comité en 2024 (délibération n°027.2024) et indique qu'après estimation d'un véhicule, celui-ci est proposé aux agents au prix estimé, et qu'à défaut de volontaire le véhicule est vendu au garage.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité Syndical autorisent la cession de 6 véhicules aux agents du SDE22 ou de la SEM Énergies 22 ou à défaut la reprise par le garage, et valident l'achat de 6 véhicules à très faibles émissions (à motorisation électrique ou biogaz).

Adopté à l'unanimité

7. Candidature au programme ACTEE 4. Délibération n° 008-2026

Jean-Marc LABBÉ présente le rapport.

Depuis 2019, le SDE22 a été retenu sur plusieurs appels à projets dans le cadre du programme ACTEE (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Energétique) porté par la FNCCR.

Grâce aux différentes sessions de ce programme, le SDE22 a pu bénéficier de financements pour :

- La réalisation d'audits énergétiques au bénéfice des communes,
- Le recrutement d'économistes de flux,
- L'achat de matériels.

Le programme ACTEE sera reconduit en 2026 sous l'appellation **ACTEE 4** avec un budget à hauteur de 100M€ par an et un fonctionnement simplifié. Les modalités exactes de mise en œuvre devraient être connues dès le mois de février.

En fonction des besoins et des opportunités, le SDE22 pourra aussi associer des partenaires extérieurs ou s'associer à une candidature portée par un autre acteur.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité Syndical :

- Valident le principe d'une candidature du SDE22 au programme ACTEE 4 qui devrait permettre de pérenniser les actions entreprises et répondre ainsi aux enjeux d'efficacité énergétique des bâtiments publics,
- Autorisent le Président à signer les conventions ou tout autre document lié à ce programme.

Adopté à l'unanimité

8. Entretien des installations d'éclairage public : bilan 2025 et définition du forfait appliqué aux collectivités. Délibération n° 009-2026

Pierrick BRIENS présente le rapport.

Dans le cadre du transfert de compétence opéré par les communes et les EPCI, le Syndicat organise les prestations de maintenance sur les foyers lumineux d'éclairage public (EP).

Le marché de maintenance des installations en vigueur en 2025 avait été renouvelé au 1^{er} janvier 2025. Il distingue les installations d'éclairage type classique (sur voiries) et les installations sportives. Ce marché a été renouvelé en 2025 et constitue donc le premier bilan du marché.

Les appels de participation des collectivités sont faits l'année suivant les prestations sur la base du coût réel de celles-ci. La maintenance préventive sur site s'effectue tous les 2 ans mais les appels de financement se font tous les ans.

Pour 2025, la dépense totale a été de :

- Pour les installations éclairage sur voiries : 2 691 849 € TTC pour 124 069 foyers
- Pour les éclairages des installations sportives : 119 886 € TTC pour 2731 foyers

Le forfait appelé en 2026 correspond aux dépenses 2025.

BILAN Maintenance et facturations 2025

Afin d'inciter à la rénovation et de coller aux typologies d'intervention, une distinction est faite entre les foyers traditionnels et les LED et IP 65+. Le SDE a également décidé, en 2017, de faire participer les communes à la gestion des DT/DICT.

1 – Coût des interventions :

Bilan des coûts 2025	Nombre			Coût		
	Led et IP65+	autres	total	Led et IP65+	autres	total
Foyers EP Voirie	75912	48157	124069	1 542 318 €	1 149 531 €	2 691 849 €
Foyers installations sportives	1319	1412	2731	65 542 €	54 344 €	119 886 €

Soit par foyer :	Led et IP65+	autres
Foyers EP Voirie	20,32 €	23,87 €
Foyers installations sportives	49,69 €	38,49 €

En ajoutant, les participations pour gestion des DT/DICT (0,98 €), le coût par foyer devient :

	Led et IP65+	autres
Foyers EP Voirie	21,30€	24,85 €
<i>Pour mémoire 2024</i>	<i>19,83 €</i>	<i>21,41 €</i>
Foyers installations sportives	50,67 €	39,47 €
<i>Pour mémoire 2024</i>	<i>30,90 €</i>	<i>67,38 €</i>

2 – Calcul des participations des collectivités :

Il est rappelé que le Comité Syndical a fixé, lors de la refonte du règlement financier au 1^{er} janvier 2020, une nouvelle répartition en fonction du classement des collectivités (U ou R – 0 ou 50 ou 100) selon le régime de versement de taxe au SDE.

Le Bureau Syndical a examiné les différentes solutions de participations des collectivités, le Président propose aux membres du Comité Syndical de retenir les bases suivantes :

- En tenant en compte d'un lissage sur deux années et de l'évolution des prix du marché maintenance EP, valident :
 - Le maintien du forfait pour les installations sportives.
 - L'augmentation de 4,5% pour les installations sur voirie.
- En considérant que les modalités d'application de ces forfaits seront à requestionner dans le nouveau mandat afin de pouvoir identifier les différences entre LED, IP65+ et autres sources d'éclairage public

Base / par foyer :	Sur voirie :				Sur installations sportives :			
	Led et IP65+		Autres		Led et IP65+		Autres	
<i>en % = variation par rapport à l'année dernière</i>	+4,5%	19,10 €	+4,5%	24,37 €	0%	47,18 €	0%	53,48 €
<i>Année 2024</i>		18,28 €		23,32 €		47,18 €		53,48 €

D'où les forfaits 2025 à appliquer par foyer aux collectivités (à régler en 2026) :

		Led et IP 65 +			Autres foyers (traditionnels)		
		U0	U/R 50	U/R 100	U0	U/R 50	U/R 100
Types de collectivités :							
<i>Part payée par le SDE --></i>		10%	20%	40%	10%	20%	40%
Part payée par la collectivité	Foyers EP sur Voirie	17,19 €	15,28 €	11,46 €	21,93 €	19,50 €	14,62 €
	<i>Pour mémoire forfaits 2024 appliqués</i>	16,45 €	14,62 €	10,97 €	20,99 €	18,66 €	13,99 €
	EP Installations sportives	42,46 €	37,74 €	28,31 €	48,13 €	42,78 €	32,09 €
	<i>Pour mémoire forfaits 2024 appliqués</i>	42,46 €	37,74 €	28,31 €	48,13 €	42,78 €	32,09 €

Débats

Le Président informe le Comité que le nombre de supports et foyers sur les Côtes-d'Armor est stable, tenant compte des nouveaux équipements installés mais également de la baisse de densité de mâts dans certains lotissements.

Le Président indique la volonté du SDE22 de promouvoir auprès des communes le passage à la LED (technologie moins consommatrice et dont le coût de maintenance est désormais moins élevé), et ce sur une programmation à l'échelle de deux mandats, quartier par quartier.

Jacky GOUAULT partage le choix fait sur le territoire de supprimer l'éclairage public sur deux giratoires (hors agglomération) en lien avec le Département, précisant les modalités de signalisation temporaire destinée aux usagers concernant l'arrêt de l'éclairage et la période d'observation avant mise en œuvre définitive.

Le Président ajoute que pour maintenir un niveau de sécurité suffisant, sont parfois installés des systèmes photovoltaïques alimentant des flashes clignotants qui permettent de bien distinguer la bordure du rond-point.

Jérémy ALLAIN demande la différence entre IP65 et LED. Le Président répond que les lampes IP65 correspondent aux lampes étanches.

Nadia DRUILLENNEC rappelle le choix de la ville de Saint-Brieuc d'opter fortement pour la LED sur le parc permanent (gain d'un tiers de consommation sur l'éclairage public depuis 2020) avec poursuite du relampage sur le parc non permanent.

Maryse LAURENT témoigne de la même démarche sur Ploufragan et indique l'enjeu de cohérence attendu dans les années à venir sur toutes les communes de l'agglomération briochine.

Jean-Louis MARTIGNÉ préconise d'informer de ces enjeux les élus successeurs dans les communes.

A ce titre, le Président indique qu'en début de mandat, chaque commune pourra disposer d'un rapport annuel éclairage public personnalisé.

Gilbert BERTRAND partage les bénéfices constatés sur sa commune du relampage sur la voirie, le stade de foot et une salle de sport sur les critères qualité d'éclairage et baisse de consommation.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité Syndical :

- En tenant en compte d'un lissage sur deux années et de l'évolution des prix du marché maintenance EP, valident :
 - Le maintien du forfait pour les installations sportives.
 - L'augmentation de 4,5% pour les installations sur voirie.
- En considérant que les modalités d'application de ces forfaits seront à questionner dans le nouveau mandat afin de pouvoir identifier les différences entre LED, IP65+ et autres sources d'éclairage public.

Adopté à l'unanimité

9. Candidature au programme Lum'ACTEE + 4. Délibération n° 010-2026

Jean-Marc LABBÉ présente le rapport.

Dans le prolongement des programmes ACTEE+ mis en place pour répondre aux enjeux d'efficacité énergétique des bâtiments publics, le sous-programme Lum'ACTEE+ a été développé pour faciliter les programmes de rénovation énergétique du parc d'éclairage public.

Le SDE22 a déjà été lauréat de ce sous-programme Lum'ACTEE en 2023 et 2024, permettant ainsi de financer les actions suivantes :

- Élaboration de chartes « éclairage et biodiversité »
- Audit patrimonial
- Schéma directeur départemental
- Achat horloges connectées (200 commandes)
- Achat drone pour réalisation études photométriques

L'édition 2025 renouvèle son soutien. A ce titre, une candidature a été proposée pour solliciter des aides afin de mettre en œuvre les actions suivantes :

- Lot 2 : **achat d'horloges connectées**. Un investissement qui interviendrait en complément d'un précédent appel à projet Lum'ACTEE 2024. Cela permettrait donc de doubler la dépense subventionnable afin de financer un volume de demandes conséquent.
Dépense envisagée pour la fourniture = 180 000 € HT – aide sollicitée = 90 000 € HT. Le reste à charge « fourniture » et la pose seront financés selon le règlement financier du SDE22.
- Lot 2 : **achat d'un luxmètre** afin de mesurer l'éclairement et l'efficacité des installations gérées par le SDE22. Dépense envisagée pour la fourniture = 1500 € HT – aide sollicitée = 750 € HT.

Débats

Philippe LANDURÉ demande à ce que soit reprécisé le positionnement du SDE22 entre la volonté d'éclairer moins, conformément à la charte d'éclairage public et biodiversité, et le respect des normes des fournisseurs ou encore les volontés des usagers, notamment lors d'aménagement de territoires.

Jean-Marc LABBÉ rappelle la différence entre éclairage public et balisage public.

Le Président indique que la réglementation en vigueur permet de faire preuve de souplesse dans le choix fait par les collectivités dans leur ajustement aux besoins des territoires et espaces. Le Président ajoute que cela est cohérent avec l'objectif de sobriété des collectivités. Le Président demande que le courrier adressé aux communes fasse référence à la possibilité de nuancer l'application de la norme selon les besoins locaux.

Pascal LAPORTE fait part de la réception de pétitions et de manifestations de mécontentement de la part des usagers à propos de l'éclairage public continu.

Le Président répond qu'aucun lien n'est établi aujourd'hui entre éclairage public et insécurité.

Nadia DRUILLENNEC partage l'exemple de la remise en éclairage du quartier Balzac à St-Brieuc pour favoriser la surveillance des forces de l'ordre.

Le Président rappelle que le Maire est en compétence sur l'éclairage public, et notamment sur la gestion de l'amplitude horaire.

Jérémy ALLAIN souligne l'importance de diffuser ces éléments auprès des futurs élus.

Pierrick BRIENS évoque la faculté du Maire à déroger au système d'éclairage proposé par le SDE22.

Le Président fait le parallèle avec les normes d'accessibilité aux bâtiments publics et évoque davantage une adaptation aux besoins plutôt qu'une dérogation.

Jean-Louis NOGUES partage la bonne pratique de la mise à disposition de gilets jaunes aux scolaires permettant ainsi de gagner en visibilité.

Philippe LANDURÉ complète en évoquant la responsabilité du SDE22 de contribuer au fait d'être bien vu, en plus de bien éclairer.

Jérémy ALLAIN partage l'expérience peu concluante faite avec des scolaires sur les accessoires à privilégier pour une meilleure visibilité (gilets jaunes, chasubles, ...).

Jean-Marc LABBÉ indique avoir pris un arrêté municipal pour ne pas renouveler l'éclairage public sur un ancien lotissement, en accord avec les habitants. Il ajoute, par ailleurs, que les besoins diffèrent selon le territoire, il promeut la lumière jaune et rappelle l'importance de la disposition des mâts par rapport aux arbres présents.

Après en avoir délibéré, les élus du Comité Syndical :

- Valident le principe d'une candidature du SDE22 au sous-programme Lum'ACTEE ;
- Valident le règlement et le programme financier ainsi que le principe des inscriptions budgétaires correspondantes ;
- Autorisent le Président à signer les conventions ou tout autre document lié au sous-programme Lum'ACTEE+.

Adopté à l'unanimité

10. Convention de rattachement d'ouvrages gaz sur la commune de Quintenic relative au raccordement d'une unité de biométhane sur cette commune. Délibération n° 011-2026

Le Président présente le rapport.

Afin de raccorder l'unité de production de biométhane, située à Quintenic, sur le réseau de distribution publique de gaz naturel de la commune de Lamballe-Armor, il convient de créer de nouvelles canalisations passant sur le territoire de la commune de Quintenic. Cette commune n'est pas une commune gazière au sens réglementaire (pas de service public de distribution de gaz sur son territoire).

Il est prévu la pose d'environ 3000 mètres de canalisation gaz :

- 300 mètres sur VC Quintenic,
- 2700 mètres sur RD 52 Quintenic.

La convention a pour objet de définir les conditions de rattachement des ouvrages situés sur Quintenic au réseau de distribution publique de gaz de Lamballe.

En tant qu'autorité organisatrice de la distribution publique de gaz naturel de la commune de Quintenic, le SDE22 consent à la construction des ouvrages aux conditions définies dans la convention, conclue pour la durée de l'exploitation des ouvrages.

Après en avoir délibéré, les élus du Comité Syndical autorisent le Président à signer :

- La convention, ainsi que tous les actes rendus nécessaires à la réalisation de l'opération sous réserve de l'accord de l'ensemble des parties prenantes,
- Les futurs avenants liés à cette convention.

Adopté à l'unanimité

Questions diverses

Philippe LANDURÉ évoque le cas du SMPRB, Syndicat Mixte de Valorisation des Déchets des Pays de Rance et de la Baie, basé à la frontière entre le 22 et le 35, qui vient d'adhérer au groupement d'achat porté par le SDE22 et demande le positionnement du Syndicat quant à l'adhésion d'entités hors département.

Le Président précise que certaines entités (ou une partie de leurs points de livraison ou équipements) adhérentes au groupement d'achat du SDE22 ne sont pas établies dans les Côtes-d'Armor (exemples : lycées bretons, Labocéa).

Par ailleurs, le Président rappelle la bonne coopération avec le Syndicat Départemental d'Energie d'Ille-et-Vilaine et précise qu'une communication pourrait être envisagée à destination des adhérents qui ont changé d'un Syndicat à l'autre pour expliquer en toute transparence les modalités et tarifs proposés.

Gérard QUILIN regrette que des structures basées en Côtes-d'Armor adhèrent au groupement d'achat du SDE35.

Le Président souligne que le SMPRB est basé à Taden (22) mais dispose également d'équipements localisés dans le 35.

Nadia DRUILLENNEC alerte sur le risque de l'effet navette par intérêt d'une année sur l'autre.

Le Président rappelle que l'accord-cadre du groupement d'achat est constitué de marchés subséquents de deux fois deux ans, ce qui limite l'effet d'opportunité à court terme. Le Président engage les collectivités à ne pas faire preuve de comportements opportunistes.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance.

Etaient présents : Dominique RAMARD - Jérémy ALLAIN - Olivier ALLAIN - Gilbert BERTRAND - Johan BERTRAND - Pierrick BRIENS - Michel DESBOIS - Nadia DRUILLENNEC - Michel FERON - Mickaël GAUVAIN - Jacky GOUAULT - Xavier HAMON - Jean-Marc LABBE - Philippe LANDURE - Pascal LAPORTE - Maryse LAURENT - Jean-Paul LE CALVEZ - Jean-Louis MARTIGNE - Patrick MARTIN - Odile MIEL-GIRESSE - Jean-Louis NOGUES - Martine POULAILLON - Gérard QUILIN - Loïc RAOULT - Michel RIOU.

Numéro d'ordre	Objet	Décision
001-2026	Budget primitif 2026	Adopté
002-2026	Révision des autorisations de programme	Adopté
003-2026	Adhésions, participations et subventions 2026	Adopté
004-2026	Tableau des effectifs. Avancement de grade d'un agent suite à l'obtention de son examen professionnel	Adopté
005-2026	Tableau des effectifs. Création d'un emploi permanent au Service Études et Patrimoine	Adopté
006-2026	Ajustement du règlement intérieur du SDE22	Adopté
007-2026	Cession de véhicules	Adopté
008-2026	Candidature au programme ACTEE 4	Adopté
009-2026	Entretien des installations d'éclairage public : bilan 2025 et définition du forfait appliqué aux collectivités	Adopté
010-2026	Candidature au programme Lum'ACTEE + 4	Adopté
011-2026	Convention de rattachement d'ouvrages gaz sur la commune de Quintenic relative au raccordement d'une unité de biométhane sur cette commune	Adopté

Président

Dominique RAMARD

Secrétaire de séance

Odile MIEL GIRESSÉ

